

conservation qui ne peut pas dépasser dix ans après la prescription de toutes les actions relevant de la compétence du responsable du traitement et, le cas échéant, la cessation définitive des procédures et recours judiciaires, administratifs et extrajudiciaires, découlant du traitement de ces données. ».

Art. 20. Dans le même chapitre IV/3, il est inséré un article 10quindecies rédigé comme suit :

« Art. 10quindecies. Dans le cadre de la présente loi, l'administration est autorisée à solliciter les numéros de registre national et à les utiliser, conformément à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques. ».

Art. 21. La présente ordonnance entre en vigueur à la date déterminée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 octobre 2023.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN den BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,

B. CLERFAYT

—————
Note

Documents du Parlement:

Session ordinaire 2022-2023

A-736/1 Projet d'ordonnance

Session ordinaire 2023-2024

A-736/2 Rapport

A-736/3 Amendements après rapport

Compte rendu intégral:

Discussion et adoption: séance du vendredi 13 octobre 2023

jaar na de verjaring van alle onder de bevoegdheid van de verantwoordelijke voor de verwerking vallende handelingen en, in voorkomend geval, de definitieve beëindiging van de gerechtelijke, administratieve en buitengerechtelijke procedures en beroepen die voortvloeien uit de verwerking van deze gegevens.".

Art. 20. In hoofdstuk IV/3, wordt een artikel 10quindecies ingevoegd, luidende:

"Art. 10quindecies. In het kader van deze wet, is het bestuur gemachtigd om rijksregisternummers op te vragen en te gebruiken, overeenkomstig artikel 8, § 1, derde lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen."

Art. 21. Deze ordonnantie treedt in werking op de door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bepaalde datum.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 oktober 2023.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,

E. VAN den BRANDT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,

B. CLERFAYT

—————
Nota

Documenten van het Parlement:

Gewone zitting 2022-2023

A-736/1 Ontwerp van ordonnantie

Gewone zitting 2023-2024

A-736/2 Verslag

A-736/3 Amendementen na verslag.

Integraal verslag:

Bespreking en aanneming: vergadering van vrijdag 13 oktober 2023

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/46185]

5 OCTOBRE 2023. — Ordonnance portant modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en ce qui concerne les missions et le financement de l'association faitière ainsi que de l'ordonnance du 4 avril 2019 relative à la constitution, à l'agrément, à la programmation et aux procédures d'agrément des hôpitaux, des formes de collaboration hospitalière ou des activités hospitalières

L'Assemblée réunie a adopté et Nous, Collège réuni, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 79, alinéa 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, modifié par l'ordonnance du 22 octobre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « et » est remplacé par une virgule ;

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2023/46185]

5 OKTOBER 2023. — Ordonnantie tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn met betrekking tot de opdrachten en de financiering van de koepelvereniging alsook de ordonnantie van 4 april 2019 betreffende de oprichting, de erkenning, de programmatie en de erkenningsprocedures van de ziekenhuizen, vormen van samenwerkingsverbanden tussen ziekenhuizen of ziekenhuisactiviteiten

De Verenigde Vergadering heeft aangenomen en Wij, Verenigd College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 79, tweede lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij de ordonnantie van 22 oktober 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "en" tussen de cijfers 135/3 en 135/4 wordt vervangen door een komma;

2° le mot et les chiffres « et 135/6 » sont insérés après les chiffres « 135/4 ».

Art. 3. Dans l'article 135/2, § 3, de la même loi, inséré par l'ordonnance du 22 octobre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° la phrase « Par dérogation à l'article 128, § 1^{er}, et sans préjudice de l'article 128, §§ 2 et 3, les associations locales arrêtent librement les statuts administratif et pécuniaire de leur personnel. » est complétée par les mots « , en se conformant aux principes et orientations fixées par l'association faitière conformément à l'article 135/5, § 2 » ;

2° les phrases « Les associations locales ont la possibilité de se coordonner pour arrêter les statuts administratif et pécuniaire de leur personnel. Une période transitoire est instaurée où l'association faitière continue à fixer les orientations en termes de statuts administratif et pécuniaire du personnel. La période transitoire est de maximum 3 ans. » sont abrogées.

Art. 4. Dans l'article 135/3, § 3, 1°, de la même loi, inséré par l'ordonnance du 22 octobre 2020, les mots « tout ou partie des activités d' » sont insérés entre les mots « l'association a pour objet d'exploiter » et les mots « un ou plusieurs hôpitaux ».

Art. 5. Dans l'article 135/5 de la même loi, inséré par l'ordonnance du 22 octobre 2020, le paragraphe 2 est complété par les mots « et fixe les principes et orientations en matière de statuts administratif et pécuniaire du personnel des associations locales ».

Art. 6. Dans l'article 135/6, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par l'ordonnance du 22 octobre 2020, les mots « entre elles ou » sont insérés entre les mots « peuvent constituer une association qui n'est pas une ASBL hospitalière, » et les mots « avec une ou plusieurs personnes morales de droit privé. ».

Art. 7. Dans l'article 135/8, § 2, de la même loi, inséré par l'ordonnance du 22 octobre 2020, est inséré un 3°/1 rédigé comme suit :

« 3°/1 de vérifier la conformité des décisions de l'association locale aux orientations fixées par l'association faitière en matière de statuts administratif et pécuniaire du personnel ; ».

Art. 8. Dans l'article 135/11 de la même loi, inséré par l'ordonnance du 22 octobre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 1°, les mots « un hôpital fusionné, issu de la fusion d'un ou de plusieurs hôpitaux dont elle était la gestionnaire avec un ou plusieurs hôpitaux dont les autres membres de l'ASBL hospitalière étaient les gestionnaires » sont remplacés par les mots « notamment l'hôpital de l'association locale concernée dans le cadre d'une opération de fusion ou d'un groupement et que la convention de groupement prévoit expressément une fusion à terme des hôpitaux du groupement » ;

2° dans le 2°, les chiffres « 139/9 » sont remplacés par les chiffres « 135/9 » ;

3° dans le 2°, les mots « de trois » sont remplacés par les mots « fixée par l'association faitière et de maximum dix ».

Art. 9. Dans la même loi, il est inséré une section IV au Chapitre XIIbis intitulée :

« Section IV. - Subventionnement de l'Association faitière ».

Art. 10. Dans la section IV insérée par l'article 8, il est inséré un article 135/13 rédigé comme suit :

« Art. 135/13. Le Collège réuni octroie annuellement une subvention forfaitaire à l'association faitière afin de lui permettre d'exercer les missions visées au présent chapitre.

Le Collège réuni fixe le montant de la subvention et ses conditions d'octroi. ».

Art. 11. Dans l'article 7, alinéa 2, de l'ordonnance du 4 avril 2019 relative à la constitution, à l'agrément, à la programmation et aux procédures d'agrément des hôpitaux, des formes de collaboration hospitalière ou des activités hospitalières, les chiffres et le mot « 6 et 7 » sont remplacés par les chiffres et le mot « 5 et 6 ».

2° het woord en de cijfers "en 135/6" worden ingevoegd na de cijfers "135/4".

Art. 3. In artikel 135/2, § 3, van dezelfde wet, ingevoegd bij de ordonnantie van 22 oktober 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de zin "In afwijking van artikel 128, § 1, en onverminderd artikel 128, § 2 en § 3, stellen de plaatselijke verenigingen vrij de administratieve en geldelijke statuten van hun personeel vast." wordt aangevuld door de woorden ", rekening houdend met de principes en oriëntaties zoals door de koepelvereniging vastgelegd overeenkomstig artikel 135/5, § 2";

2° de zinnen "De plaatselijke verenigingen kunnen met elkaar coördineren voor de vaststelling van de administratieve en geldelijke statuten van hun personeel. Er wordt een overgangperiode ingesteld waarin de koepelvereniging de richtsnoeren voor de administratieve en geldelijke personeelsstatuten blijft vaststellen. De overgangperiode bedraagt maximum 3 jaar." worden opgeheven.

Art. 4. In artikel 135/3, § 3, 1°, van dezelfde wet, ingevoegd bij de ordonnantie van 22 oktober 2020, worden de woorden "alle of een deel van de activiteiten van" ingevoegd tussen de woorden "de vereniging heeft tot doel" en de woorden "één of meer ziekenhuizen uit te baten".

Art. 5. In artikel 135/5 van dezelfde wet, ingevoegd bij de ordonnantie van 22 oktober 2020, wordt paragraaf 2 aangevuld met de woorden "en stelt de principes en oriëntaties vast van de administratieve en geldelijke statuten van het personeel van de plaatselijke verenigingen".

Art. 6. In artikel 135/6, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de ordonnantie van 22 oktober 2020, worden de woorden "onderling of" ingevoegd tussen de woorden "kunnen de koepelverenigingen en/of de plaatselijke verenigingen en/of andere overheidsinstanties een vereniging oprichten die geen ziekenhuis-vzw is" en de woorden "met een of meer privaatrechtelijke rechtspersonen".

Art. 7. In artikel 135/8, § 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij de ordonnantie van 22 oktober 2020, wordt een bepaling onder 3°/1 ingevoegd, luidende:

"3°/1 het controleren van de conformiteit van de beslissingen van de plaatselijke verenigingen met de door de koepelvereniging vastgelegde oriëntaties en principes inzake administratieve en geldelijke statuten;".

Art. 8. In artikel 135/11 van dezelfde wet, ingevoegd bij de ordonnantie van 22 oktober 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In de bepaling onder 1° worden de woorden "die een gefuseerd ziekenhuis beheert dat voortkomt uit de fusie van één of meer ziekenhuizen die door haar werden beheerd met één of meer ziekenhuizen die door de andere leden van de ziekenhuis-vzw werden beheerd" vervangen door de woorden "die, onder meer, het ziekenhuis van de betrokken plaatselijke vereniging beheert in het kader van een fusieverrichting of van een ziekenhuisgroepering die in de groeperings-overeenkomst uitdrukkelijk voorziet dat de ziekenhuizen van de groepering op termijn fuseren";

2° in de bepaling onder 2° worden de cijfers "139/9" vervangen door de cijfers "135/9";

3° in de bepaling onder 2° worden de woorden "van drie" vervangen door de woorden "door de koepelvereniging vastgelegd en van maximum tien".

Art. 9. In dezelfde wet wordt in hoofdstuk XIIbis een afdeling IV ingevoegd met als opschrift:

"Afdeling IV. - Subsidiëring van de koepelvereniging".

Art. 10. In de bij artikel 8 ingevoegde afdeling IV, wordt een artikel 135/13 ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Art. 135/13. Het Verenigd College kent jaarlijks een forfaitaire subsidie toe aan de koepelvereniging om haar in staat te stellen de in dit hoofdstuk beoogde opdrachten uit te voeren.

Het Verenigd College bepaalt het bedrag van de subsidie en de voorwaarden voor de toekenning ervan.".

Art. 11. In artikel 7, tweede lid, van de ordonnantie van 4 april 2019 betreffende de oprichting, de erkenning, de programmering en de erkenningsprocedures van de ziekenhuizen, vormen van samenwerkingsverbanden tussen ziekenhuizen of ziekenhuisactiviteiten worden de cijfers en het woord "6 en 7" vervangen door de cijfers en het woord "5 en 6".

Art. 12. Le Collège réuni fixe la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 octobre 2023.

La Membre du Collège réuni, en charge de l'Action sociale et de la Santé,
E. VAN DEN BRANDT

Le Membre du Collège réuni, en charge de l'Action sociale et de la Santé,
A. MARON

Le Membre du Collège réuni, en charge des Prestations familiales, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,
S. GATZ

Le Membre du Collège réuni, en charge des Prestations familiales, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,
B. CLERFAYT

—
Note

Document de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune:

Session ordinaire 2022-2023

B-159/1 Projet d'ordonnance

Session ordinaire 2023-2024

B-159/2 Rapport

B-159/3 Amendement après rapport

Compte rendu intégral:

Discussion et adoption: séance du vendredi 29 septembre 2023

Art. 12. Het Verenigd College bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze ordonnantie.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 oktober 2023.

Het Lid van het Verenigd College,
bevoegd voor Welzijn en Gezondheid,
E. VAN DEN BRANDT

Het Lid van het Verenigd College,
bevoegd voor Welzijn en Gezondheid,
A. MARON

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor de Gezinsbijslagen, Begroting, Openbaar Ambt en Externe betrekkingen,
S. GATZ

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor de Gezinsbijslagen, Begroting, Openbaar Ambt en Externe betrekkingen,
B. CLERFAYT

—
Nota

Document van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:

Gewone zitting 2022-2023

B-159/1 Ontwerp van ordonnantie

Gewone zitting 2023-2024

B-159/2 Verslag

B-159/3 Amendement na verslag

Integraal verslag:

Bespreking en aanneming: vergadering van vrijdag 29 september 2023

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/47527]

23 NOVEMBRE 2023. — Ordonnance relative
aux maisons de soins psychiatriques

L'Assemblée réunie a adopté et Nous, Collège réuni, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er} — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° l'administration : les services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale ;

2° la section compétente : la section des institutions et services de santé mentale du Conseil consultatif, visée par l'ordonnance du 19 février 2009 relative au Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune ;

3° le résident : la personne visée à l'article 3, § 2, nécessitant des soins psychiatriques ;

4° le représentant : le représentant que le résident a désigné conformément à la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient ;

5° le gestionnaire : la ou les personnes morales exploitant et organisant une maison de soins psychiatriques.

Art. 3. § 1^{er}. La présente ordonnance s'applique aux maisons de soins psychiatriques telles que définies au paragraphe 2.

§ 2. Une maison de soins psychiatriques est un lieu de soins résidentiels s'adressant aux personnes majeures atteintes :

1° d'un trouble psychiatrique chronique stabilisé ou ;

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE
VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2023/47527]

23 NOVEMBER 2023. — Ordonnantie betreffende
de psychiatrische verzorgingstehuizen

De Verenigde Vergadering heeft aangenomen en Wij, Verenigd College, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1 — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie en de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder:

1° de administratie: de diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad;

2° de bevoegde afdeling: de afdeling instellingen en diensten voor geestelijke gezondheidszorg van de Adviesraad, bedoeld in de ordonnantie van 19 februari 2009 betreffende de Adviesraad voor gezondheids- en welzijnzorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

3° de bewoner: de persoon bedoeld in artikel 3, § 2, die psychiatrische zorg nodig heeft;

4° de vertegenwoordiger: de vertegenwoordiger die de bewoner heeft aangewezen overeenkomstig de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt;

5° de beheerder: de rechtspersoon of rechtspersonen die een psychiatrisch verzorgingstehuis uitbaten en organiseren.

Art. 3. § 1. Deze ordonnantie is van toepassing op de psychiatrische verzorgingstehuizen zoals omschreven in paragraaf 2.

§ 2. Een psychiatrisch verzorgingstehuis is een residentiële zorginstelling die gericht is op volwassenen met:

1° een gestabiliseerde chronische psychiatrische stoornis of;